

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION :
5, Rue de Charonne, PARIS (XI^e). Tél.: ROQ. 69-52



ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

**RENARD,
BENSID,
KADER et
MONNIER
en liberté
provisoire**

L'indépendance coûte cher DÉFENDONS « LA VERITE »

LA semaine dernière, LA VERITE n'a pu paraître. Cette semaine, elle paraît sur un format plus petit, qui l'oblige à réduire considérablement le nombre des articles et l'étendue des informations qu'elle offre à ses lecteurs, à supprimer ou à espacer certaines chroniques, à supprimer la plupart des articles de nos correspondants étrangers.

Depuis le 1^{er} novembre 1954, LA VERITE a été saisie chaque semaine en Algérie — il est clair que, pour MM. Soustelle et Lacosse et les intérêts qu'ils défendent, le seul titre de notre journal est intolérable — et 17 fois sur l'ensemble du territoire français, plus qu'aucun autre périodique, quotidiens compris. Les poursuites, suivies de condamnations à de lourdes amendes, ont plu sur nous. Quatre de nos rédacteurs, poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat sur la seule base de leur activité de journalistes révolutionnaires, ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis. L'un d'eux — l'auteur de ces lignes — vient de faire 25 jours de prison. Mis en liberté provisoire, il s'est vu signifier une nouvelle inculpation.

Nous n'avons, parmi nous, ni de fils très progressistes de banquiers, ni de neveux très radicaux de financiers. Nous sommes des travailleurs et notre journal est un journal de travailleurs. Nous sommes pauvres, très pauvres.

Notre parti n'a pas un seul permanent.

Les conséquences financières des saisies et de la répression sous toutes ses formes sont terriblement lourdes. Elles se font sentir pendant très longtemps.

Pourtant, nous avons relevé le défi.

Nous sommes tellement convaincus de la nécessité de notre expression politique que nous avons tout sacrifié pour que le seul journal révolutionnaire de ce pays continue à paraître. Nous sommes tellement convaincus que les travailleurs ont besoin chaque semaine d'un journal propre, honnête, sans aucune attache avec les puissances en place, avec les bureaucraties de tout poil, d'un journal qui soit sim-

plement fidèle à son titre, qui dise la vérité, même quand elle déplaît aux puissants du jour, d'un journal qui ne prenne conseil que des intérêts du peuple travailleur, d'un journal qui s'inspire de la doctrine éprouvée de Marx, de Lénine et de Trotsky, que nous sommes même parvenus, grâce aux sacrifices de nos militants, à l'aide de nos sympathisants, à passer de deux à quatre pages, il y a maintenant 6 mois.

Mais l'accumulation des charges s'est faite trop lourde, la répression s'est abattue de nouveau; nous sommes contraints — momentanément — de reculer.

Disons-le tout net : même, s'il le fallait, sur un format plus restreint encore, même sur deux pages, LA VERITE continuera. Rien ne nous fera taire. Notre journal répond à une nécessité impérieuse pour les travailleurs d'avant-garde. Cette nécessité ne peut s'incliner devant aucune considération.

Nous n'en sommes heureusement pas là. En attendant — très bientôt, nous l'espérons — de nous agrandir de nouveau, nous

Daniel RENARD.
(Suite page 3).

Les grévistes des services publics qui voulaient aller en masse au Palais Bourbon avaient raison

Il est bien évident que les déchirements du Congrès radical expriment l'impasse d'une politique. Mais il s'en dégage un autre aspect non moins important: le « pourrissement » de la situation appelle irrésistiblement une solution politique du problème algérien.

La nature de la solution sera étroitement déterminée par la crise française qui déchaîne une hausse des prix sans précédent, dont par l'ampleur que devraient prendre les luttes sociales, si le prolétariat français n'était chloroformé par la politique du P.S. et du P.C.F.

Néanmoins, bien que, dans une large mesure, les appareils aient volontairement limité la grève de 24 heures de la Fonction Publique, celle-ci a confirmé une tendance, dans l'évolution de la conscience ouvrière, qui se dessine depuis plusieurs mois. Arrivé place de la Concorde, le cortège des Services Publics se dirigeait naturellement et irrésistiblement vers l'Assemblée Nationale, dont tout le monde voit clairement qu'elle est le siège de l'état-major de la guerre d'Algérie, de la vie chère et des bas salaires.

Barberis, un des bonzes P.C.F.-C.G.T., se mit en travers et, avec les exhortations coutumières: « Pas de provocation, camarades, la manifestation est terminée », etc..., réussit encore une fois à interdire le déferlement des manifestants au Palais-Bourbon. A quel prix et pour combien de temps? La réflexion d'un délégué C.G.T., membre du P.C.F., fournit une réponse: « Non cette fois-ci, Barberis a tort; il fallait y aller ».

Pour les besoins de la politique dite de coexistence pacifique du Kremlin, c'est-à-dire de maintien du statu-quo entre les classes dans les pays capitalistes, l'appareil stalinien français est aujourd'hui contraint de payer un grand prix: tactique des grèves tournan-

tes, grèves-alibis de 24 heures, s'opposent directement aux aspirations des masses vers la grève générale. Les bureaucraties le savent; Frachon a pu le constater lors d'une récente réunion chez Renault, qui ne regroupait qu'une cinquantaine de participants muets. Mais la « conquête du Parlement bourgeois par l'intérieur » a ses exigences, contrairement par exemple au désir des manifestants des Services Publics... de prendre d'assaut le Palais-Bourbon.

Les lignes de force sont malgré tout clairement tracées. La bourgeoisie française ne peut continuer longtemps une guerre qui ruine sa stabilité. Washington ne peut ni soutenir une politique française qui détruit l'équilibre « atlantique », ni la condamner trop fortement, pour les mêmes motifs. La France Impérialiste est une base essentielle à la stratégie américaine. Les Partis socialistes et « communiste français » cherchent à tout prix le maintien du régime et de son Parlement.

Mais les masses ouvrières commencent à ordonner leur volonté sur un but précis: tous au Palais-Bourbon, en finir avec le régime capitaliste.

Victor LEPAGE.

QUEL COMPROMIS EN ALGERIE ?

LES dernières semaines auront marqué une rapide accélération de l'irréversible enchaînement qui conduit à l'internationalisation du problème algérien. L'élément nouveau, c'est que l'internationalisation de fait tend à devenir une internationalisation de droit. L'on ne parle plus que de la guerre d'Algérie avec le Maroc et avec la Tunisie, mais aussi avec l'Angleterre et les Etats-Unis.

Le mercredi 13 novembre, un Conseil des Ministres du Gouvernement Gaillard se terminait par une ferme proclamation: « Jamais la France n'accepterait l'internationalisation du problème algérien ». Le même jour, on apprenait que l'Amérique et la Grande-Bretagne livreraient à Bourguiba les armes que la France lui refusait. La Presse dite « d'information » s'est, dans cette affaire, surpassée. Elle a tout fait

pour la dramatiser, à la suite du Gouvernement, tout en masquant les véritables implications de la décision anglo-américaine. A l'en croire, la France, surprise, était victime d'un coup de force. Irresponsables, les Gouvernements américain et britannique, par le truchement de Bourguiba, livraient des armes aux fellaghas. On leva le drapeau de l'indépendance nationale et, boudeurs les Français abandonnèrent la Conférence parlementaire de l'O.T.A.N.. En réalité, il n'y avait rien d'imprévisible dans la livraison d'armes à la Tunisie, livraison d'ailleurs modeste pour ne pas dire symbolique. Il est vrai de plus, que Bourguiba avait plus besoin de ses armes en face des fellaghas, pour affirmer sa force, que pour leur en livrer. Mais c'est surtout la fin de la guerre d'Algérie qui lui est nécessaire pour assurer son régime.

Le hebdomadaire britannique modéré « L'Observer »: « La tension entre la France et la Tunisie n'est après tout qu'une conséquence de la politique française sur la question de l'Algérie de son refus d'admettre la possibilité de l'indépendance algérienne ». Et, parlant des appels à la solidarité atlantique des Français, « L'Observer » constatait que le Gouvernement français ne demandait rien moins qu'un « soutien inconditionnel de sa politique d'au-

to-destruction ». Et, plus loin, le même hebdomadaire soulignait que si la France voulait le soutien de l'O.T.A.N. en Algérie, il lui fallait accepter l'avis des membres de l'O.T.A.N. sur la politique à y mener. Ainsi, au moment même où le Gouvernement criait le plus haut contre toute ingérence étrangère en Algérie, il se voyait contraint de l'accepter.

F. FORGUE.
(Suite page 2).

SUR la demande formulée par leurs avocats, RENARD, BENSID, MONNIER et KADER ont été mis en liberté provisoire le 25 novembre. C'est là une décision que salueront avec joie tous les militants qui, s'étant émus de cette arrestation scandaleuse, s'étaient regroupés pour exiger leur libération. Déjà une réunion s'était tenue, des souscriptions avaient été recueillies. Les témoignages de solidarité s'étaient multipliés.

Ce mouvement ne doit pas s'arrêter là. Il faut exiger l'abandon de l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'Etat portée contre les 4 militants. Il faut exiger et obtenir la libération du jeune ouvrier métallurgiste Henri GENESTE, emprisonné maintenant depuis bientôt 9 mois à la maison d'arrêt de Loos (Nord), accusé d'avoir, par esprit de solidarité aidé les militants du Mouvement National Algérien.

SOUSCRIPTION contre la répression

LA Commission de Solidarité du P.C.I. a le devoir d'organiser la défense de nos camarades arrêtés. Elle doit venir en aide aux femmes et enfants de ces militants. Dans la région parisienne, un premier effort a été fait. Nos camarades continueront à collecter des fonds parmi leurs amis, leurs collègues de travail. Nous sommes certains que nos camarades et amis de province auront à cœur de nous faire parvenir rapidement leur contribution à ce fonds de solidarité et les sommes récoltées. Nous avons déjà annoncé dans le précédent numéro de LA VERITE la somme de 15.800 fr. récoltée parmi les ouvriers de l'usine Renault où notre camarade Renard avait travaillé. Bien que ces travailleurs ne soient pas trotskistes, ils veulent montrer ainsi l'estime dans laquelle ils tiennent ces camarades et leur désapprobation envers les mesures arbitraires du Gouvernement qui les tient prisonniers.

Nous faisons un pressant appel à tous ces militants, sympathisants et lecteurs de LA VERITE pour nous aider dans notre tâche de solidarité prolétarienne.

Nous vous demandons de bien vouloir noter que le numéro du C.C.P. du S.P.E.L. n'est pas à utiliser pour la solidarité.

La Commission de solidarité possède un numéro de C.C.P. spécial :

Mme Annie Renard
43, rue Liancourt - Paris (14^e)
C.C.P. PARIS 11642.15

PREMIERE LISTE

Sommes collectées parmi les ouvriers de la Régie Renault: 29.900; Liste J.-J. Lebel, 6.300; Edgar Maurin, 10.000; Marie-Rose, 500; Jacques Giraud, 2.000; Pierre Demassot, 1.000; Francis M., 5.000; Liste Lambert (sommes collectées à la Sécurité Sociale), 10.000; Jacqueline, 1.000; Rolande De Paep, 1.500; F. Forgue, 10.000; S. Just, 1.000; Lefèvre, 3.000; J. G., 1.000; Pierre Roy (Beuzeville), 1.000; Cellule Téléphonie, 4.000; Des instituteurs, 5.000; G. Viaud (Rueil), 500; Van der Meersch (Paris), 5.000; Uchan (Toulouse), 3.000; Rachel (Montargut), 1.000; Rouméas (Ardeche), 800; Raoul, 5.000; Des travailleurs vietnamiens, 8.000; Maurice (Montpellier), 2.000. Recueilli au meeting du 40^e anniversaire, 18.500. Total: 130.500.

ABDALLAH FILALI

L'HOMME qui vient de mourir à l'hôpital de la Salpêtrière après 48 jours d'agonie, était l'un des meilleurs combattants pour la liberté du peuple algérien, l'un des plus dignes de représenter ce peuple admirable dont il incarnait au plus haut point l'abnégation et l'héroïsme.

Abdallah Filali adhère à l'Etoile Nord-Africaine, fondée 7 ans plus tôt par Messali Hadj, en 1932. Chassé de sa patrie par le chômage il se rend en France en 1934, où ses capacités et son dévouement le font distinguer par ses camarades qui l'élisent bientôt au Comité Central de l'Etoile.

En juillet 1936, après la victoire électorale du Front Populaire, Messali Hadj rentre en Algérie où il fondera le Parti du Peuple Algérien (Etoile Nord-Africaine, dissoute par les Gouvernements précédents, restant interdite par Blum). Le P.P.A. rassemble le peuple, dans son immense majorité, dans la lutte pour l'indépendance, contre la politique d'assimilation Blum-Violette, appuyée par M. Ferhat Abbas (c'est alors que le futur dirigeant du F.L.N. écrit la phrase fameuse : « J'ai interrogé les cimetières, j'ai été dans les villes et les villages, dans les universités et les chaumières et, nulle part, je n'ai rencontré la Nation algérienne »). Le 22 août 1937, le Gouvernement de Front Populaire, avec le plein appui du P.C.F. (Jacques Duclos, membre de la Commission coloniale de la Chambre des Députés, émet un vote favorable) dissout le P.P.A. Messali est arrêté. Abdallah Filali retourne en Algérie où il continue le combat. Arrêté quelques mois plus tard, il sera libéré un an après, puis de nouveau incarcéré.

En 1941, Pétain frappe les dirigeants du Mouvement National Algérien qui ont refusé de collaborer avec son Gouvernement. Messali Hadj est condamné à 16 ans de travaux forcés, Filali à 5 ans de prison. Cependant, M. Ferhat Abbas assurait le Maréchal de sa loyauté... et restait libre.

Les Alliés débarquent le 8 novembre 1942. Filali attendra jusqu'en février 1943 sa libération qu'il mettra à profit pour réorganiser le parti, parcourant l'Algérie en tous sens.

Après la provocation de mai 1945, qui coûtera la vie à 45.000 Algériens, il sera de nouveau réduit à la clandestinité.

Bientôt va se développer, au sein du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (nouveau nom adopté par le P.P.A. toujours illégal, une âpre lutte entre la tendance réformiste des « centralistes », conduite par Kiouane, Yazid et autres dirigeants actuels du F.L.N., qui veulent « conquérir une place plus grande

au sein du domaine réservé à l'impérialisme », et la tendance révolutionnaire de Messali Hadj, Filali sera l'un des premiers à rejoindre Messali dans la lutte pour préserver les principes du Mouvement National Algérien, pour rester fidèle aux aspirations du peuple à l'indépendance, à la démocratie, au socialisme. Il jouera un rôle essentiel dans l'organisation du Congrès de Henuit d'où sortira le redressement du parti.

Le 1^{er} novembre 1954 trouvera Filali au Caire, il ne se laissera pas séduire par les hommes de Nasser qui lui offrent les plus hautes positions dans le futur F.L.N., et rentra rendre compte de sa mission à son parti, cependant que Mezerna et Chaddy Mekki, restés en Egypte, paieront de leur liberté et sans doute de leur vie, leur fidélité au parti de Messali Hadj, leur refus de s'incliner devant les injonctions du dictateur égyptien.

Arrêté en juin 1955, transféré à Tizi-Ouzou, il y sera emprisonné 18 mois pendant lesquels, pour protester contre les traitements indignes infligés aux détenus politiques, il organisera la grève de la faim.

Mis en liberté provisoire le 25 janvier 1957, il reprend aussitôt le combat pour la cause de son peuple. Il participe activement à la préparation du 1^{er} Congrès de la Fédération de France de l'Union

des Syndicats de Travailleurs Algériens, dont les résolutions historiques définiront le programme de la classe ouvrière algérienne, ses perspectives socialistes, sa volonté de vivre en paix, dans une Algérie libre, avec les ouvriers de toutes origines et d'œuvrer avec eux à la grandeur de leur patrie commune. Le Congrès l'élit secrétaire adjoint de l'U.S.T.A.

Il appartenait aux tuteurs de l'U.G.T.A.-F.L.N. d'abattre cet homme que l'impérialisme n'avait pu briser. Dans la mémoire de ceux, nombreux, militants ouvriers et démocrates français qui l'ont connu et avaient appris à l'apprécier, il ne mourra jamais ; il restera le symbole des meilleures qualités de son peuple. Son sens typique de l'humour, le sourire narquois qui l'exprimait, son activité inlassable, son sentiment profond de l'égalité de tous les hommes, sans distinction de race ou de religion, son courage inébranlable dans les situations les plus difficiles, resteront pour eux également inoubliables.

Pour son peuple, pour tous les peuples, pour tous les travailleurs, pour le peuple français, auquel il a sans cesse tendu une main loyale, son nom résonnera à tout jamais comme un appel au grand combat au combat contre toutes les oppressions, contre toutes les exploitations au grand combat pour la fraternité humaine !

R. MONGE.

Déclaration de Messali HADJ

L'annonce de la mort de Filali me bouleverse. En Abdallah Filali, le peuple algérien perd un de ses plus sûrs héros nationaux.

Le Mouvement National Algérien perd en lui un organisateur de fer, et moi un compagnon fidèle de tous les instants, qui m'a suivi dans toutes les prisons, comme il a participé à tous les grands événements du Mouvement National Algérien.

Il était la simplicité, la grandeur d'âme, le sacrifice permanent. Rien d'autre ne l'intéressait que le bonheur et la liberté du peuple.

Devant cette grande figure algérienne, devant cet homme généreux, serviable, humain, épris de liberté et de justice, je m'incline, et répète doucement ces vers de Victor Hugo : « Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie ».

A sa compagne, sa sœur, son frère, à sa famille, à ses amis et à l'U.S.T.A., j'adresse mes condoléances attristées. J'ai suivi, déchiré, le dernier combat qu'Abdallah Filali a livré sur son lit d'hôpital.

Abdallah Filali est mort certain de la victoire finale du peuple algérien.

MESSALI HADJ,

Président du Mouvement National Algérien, en résidence forcée à Belle-Ile
Le 25 novembre 1957.

L'enterrement d'Ahmed BEKHAT

UNE importante délégation de travailleurs algériens (la direction de l'U.S.T.A. avait demandé à l'ensemble de ses militants et sympathisants de s'abstenir pour ne pas donner prise à la répression), plusieurs personnalités des mouvements de gauche, parmi lesquelles Pierre HERVE, Jean ROUS, Marcel PIVERT, des militants syndicalistes français, au total 250 à 300 personnes, se sont regroupées, jeudi 21, devant l'Institut médico-légal, autour du corps d'Ahmed BEKHAT, secrétaire général de l'U.S.T.A., assassiné le 26 octobre sur ordre du F.L.N.

Après avoir défilé devant le cercueil de BEKHAT, une grande partie de l'assistance a formé le convoi jusqu'au cimetière de Thiais. Là ont pris successivement la parole les représentants du syndicalisme algérien et français. Un membre du Bureau provisoire de l'U.S.T.A. rappela où sont les responsables des meurtres de militants syndicalistes rendit hommage à la foi, au courage et à l'honnêteté de Ahmed BEKHAT et insista sur l'indispensable fraternité entre la classe ouvrière algérienne et la classe ouvrière française.

Georges LAURE, secrétaire général de la F.E.N., apporta

l'hommage très chaleureux et très ému de tous les syndicats de l'Enseignement.

SIDROT, représentant de Force Ouvrière, puis Louis HOUDEVILLE pour la C.F.T.C., saluèrent la mémoire de BEKHAT (il est mort, mais son nom demeure vivant).

Pierre LAMBERT (C.G.T.), très brièvement mais très énergiquement, rappela combien grande est la maturité de la jeune U.S.T.A. et affirma sa confiance en l'avenir de ce syndicat, luttant pour l'émancipation de tous les travailleurs.

Après ces interventions, un message de MESSALI Hadj a été lu : texte plein de douleur, de force et de confiance évoquant la vie de BEKHAT, fils de fellah, fellah puis ouvrier lui-même, lancé très jeune dans l'action (il est mort à 27 ans, après 10 ans de lutte contre le colonialisme), passionné par l'action syndicaliste à laquelle il s'était entièrement consacré ; assassiné, comme le furent MATTEOTTI en Italie et FERHAT Hached en Tunisie, par les ennemis des travailleurs, MESSALI termine par quelques paroles d'hommage à la mémoire de BEKHAT et de tous les martyrs du peuple algérien.

DEFENDONS LA V.

(Suite de la page 1)

paraîtrons chaque semaine sur le format actuel.

Lorsque les saisies se sont accumulées, nos lecteurs, comprenant l'urgence, se sont mobilisés. Ils ont sauvé une première fois LA VERITE. Le sort de notre journal est de nouveau entre leurs mains. Ils assureront, cette fois encore, notre existence.

Lecteurs au numéro, abonnez-vous !

Abonnés, faites d'autres abonnés. Envoyez-nous une souscription. Engagez-vous à verser chaque mois une somme, même minime.

Le sort du seul journal révolutionnaire est entre vos mains !...

Le gérant : P. LAMBERT

IMPRIMERIE DAVY

53, r. de la Procession - Paris-VX^e

« QUE REPRÉSENTE POUR VOUS LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ? »

Parmi les diverses réponses qui sont encore parvenues à notre enquête, nous publions aujourd'hui celle d'un vieux militant communiste, le camarade VIAUD. Rappelons que les colonnes de LA VERITE restent ouvertes à ses lecteurs, à tous les militants ouvriers, dans toute la mesure de la place, malheureusement restreinte, dont nous disposons.

Une précision doit être apportée au compte-rendu du meeting du 40^e anniversaire. La manière dont a été rapportée l'intervention du camarade FERAUD pouvait faire supposer que ce camarade parlait au nom de « l'Ecole Emancipée », alors que FERAUD, vieux militant de la Fédération de l'Education Nationale et de sa tendance révolutionnaire, intervenait en son nom personnel. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et du camarade FERAUD.

Le vieux militant que je suis ne peut que contresigner l'article magnifique écrit par le camarade LEMOINE (VERITE n° 473) sur les répercussions en France de la Révolution d'octobre. Bien des détails qui s'étaient estompés dans ma mémoire sont sortis de l'ombre devant l'authenticité criante de son texte.

Soldat dans l'Infanterie, depuis avril 1915, gazé en janvier 1917, évacué, je fus réexpédié au front en avril suivant. J'y étais donc en 1918 et j'aimerais apporter une information sur cette époque. L'état-major allemand installa en face de nous des troupes de retour de Russie et j'eus alors l'occasion de discuter avec quelques-uns d'entre eux faits, par la suite, prisonniers. Ils étaient complètement démoralisés par ce qu'ils avaient vu et appris en Russie. Ils ne cessaient de nous répéter : « En Russie, révolutionnaires, ouvriers commandent. Soviets bons... Pourquoi Allemagne et France pas révolution ? Guerre finie alors ! ».

Cette prise de conscience de combattants du fait révolutionnaire est un témoignage de l'importance de la révolution russe en Europe. Je suis persuadé d'ailleurs que la démolition des troupes allemandes a abrégé la guerre de plusieurs mois. Je relisais récemment « Paroles d'un combattant », d'Henri Barbusse (articles et discours 1917-1920). Il y explique que les Soviets étaient, à l'origine, constitués de gens réligibles chaque trimestre ; à cette époque, on sentait le danger de la bureaucratie et on faisait la distinction entre l'exécutif et le Soviet qui commande et doit rester sain. Comptons cela aux fauteuils confortables de nos élus ouvriers, qui s'accrochent fort bien de cet état de fait parlementaire.

Or, il est certain que l'on ne réglerait rien par le parlementarisme et que seule une grève générale tenace peut résoudre la situation. Encore faut-il ne pas jouter le coq comme en 36, ne pas entrer dans la collaboration de classes — « Il faut savoir terminer une grève » disait un fils du peuple (sic) — mais pousser jusqu'à la prise du pouvoir. Je me suis fié à ce point de vue, disant parti communiste en 1936, après la faillite totale du Front Populaire, suite à l'étranglement de la révolution espagnole. La découverte du journal LA VERITE il y a quelque 10 ans, fut pour moi un rayon de soleil. J'y ai senti la continuation de ce que j'ai toujours cru. Je ne suis pas seul : bon nombre de mes vieux camarades, qui ont vécu comme moi le Congrès de Tours de 1920, sont restés fidèles au communisme. Ils sont découragés, c'est compréhensible ; mais c'est un obstacle qui doit être surmonté.

J'ai vécu plusieurs années à Nantes et je me souviens avoir vu THOREZ, alors qu'il était vice-président du Conseil près de DE GAULLE, venir au monument aux morts assisté du Préfet, déposer à ce monument une gerbe à ruban tricolore, après avoir été préalablement reçu par le Préfet avec tous les honneurs officiellement bourgeois, militaires, « Marseillaise », etc., suivis de cordiales poignées de mains aux représentants du capitalisme, qui étaient à ses côtés. Lui comme ses compères renégats ne veulent plus se souvenir du temps où nous chantions en chœur « L'Internationale », le vrai chant des peuples. Aussi, nos discours, comme ne l'aurait mieux fait DE GAULLE lui-même, a été un écoeurement de plus pour moi. Une

simple curiosité m'avait poussé à être là.

On ne peut pas être « communiste français ». C'est un non-sens : il n'y a de communisme qu'internationaliste. C'est une vérité évidente. Dans le journal LA VERITE vous le dites, et vous avez raison, et ce que je voudrais voir avant que ma vieillesse ne s'achève, c'est que la victoire approche sur notre ennemi commun : le capitalisme.

Former en usines et partout les Comités de lutes, voilà le mot d'ordre qui permettra de passer par-dessus les organisations syndicales faillies ; cela répond au dégoût profond de la majorité des ouvriers envers ceux qui, dans les syndicats, n'ont cherché qu'une satisfaction de bureaucrates et pour qu'advienne le triomphe du prolétariat.

VIAUD,
ouvrier menuisier

Après la grève des fonctionnaires

MOTION

LES fonctionnaires et agents du personnel de l'Office National Interprofessionnel des céréales (O.N.I.C.) à Clermont-Ferrand, réunis le 18 novembre 1957, décident à l'appel des 3 organisations syndicales, de participer à la journée de grève du 19 novembre 1957.

Devant la gravité de la situation des salariés voyant leur pouvoir d'achat se détériorer à un rythme catastrophique, le personnel de l'O.N.I.C. proteste énergiquement contre la multiplicité des grèves dites d'averlissement, tournantes, partielles et limitées à des catégories de salariés, qui n'ont d'autre effet que de détruire l'unité syndicale et de lasser les travailleurs.

Dans ces conditions le personnel de l'O.N.I.C. avertit formellement les organisations syndicales qu'il ne se prêterait désormais à aucun autre mouvement de grève partielle et d'averlissement, considérant que ces actions désordonnées n'ont abouti à aucun résultat.

En conséquence le personnel de l'O.N.I.C. A L'UNANIMITE, lance un pressant appel à toutes les organisations syndicales et à L'ENSEMBLE DES SALARIÉS pour la préparation de toute urgence d'une GREVE GENERALE ET ILLIMITEE ayant pour objectif les revendications suivantes :

1) OCTROI IMMEDIAT D'UN ACOMPTÉ UNIFORME DE 10.000 FRANCS PAR MOIS, à valoir sur une revalorisation générale et effective du salaire minimum, en prenant comme base le pouvoir d'achat correspondant au salaire moyen de 1938.

2) Suppression des zones de salaires.

3) Titularisation de tous les agents de l'Etat.

Pour le personnel de l'O.N.I.C. BARDIN (C.G.T.)
BUGETTE (C.F.T.C.)
DUBOSCLARD (F.O.)
SANTAS (non syndiqué)

L'U.S.T.A.

dénonce la répression

PENDANT que la liste des assassinats des militants syndicalistes U.S.T.A. s'allonge, la répression s'abat de plus en plus violente sur notre organisation, notamment : région parisienne, Ardennes, Metz, Meurthe-et-Moselle.

La succession des faits est étonnante :

Nos camarades Ahmed Semma, Mohamed Mollou, Fillali tombent sous les balles des tueurs et, le 28 octobre 1957, c'est notre secrétaire général, Ahmed Bekhat, qui est lâchement assassiné par ces mêmes tueurs, ennemis du peuple algérien.

Pendant le même temps, les arrestations se succèdent :

Le 27 octobre 1957, notre camarade Mohamed Nadji était arrêté, sous un prétexte futile.

Le 1^{er} novembre, Ahmed Bensid, nommé secrétaire général du Bureau fédéral en remplacement de Ahmed Bekhat, et le camarade Khadir Abdelkader, furent arrêtés à leur tour.

Le 5 novembre, la police arrête le camarade Boudjani Ben Amar, secrétaire de l'Union locale de Metz, ainsi que les camarades Zouaoui Dahmane, secrétaire général de l'Union locale de Vieux-Molhain (Ardennes) et Balmous Rabah, secrétaire général de l'Union locale de Courraincourt (Meurthe-et-Moselle).

L'U.S.T.A. constate que la répression qui s'abat sur elle en France, prend une forme identique à celle employée en Algérie, où tous les fondateurs de son organisation sont incarcérés, ainsi que ses dirigeants.

L'ampleur de la répression policière prend donc une signification de plus en plus sinistre ; d'une part, les coups des tueurs F.L.N.-U.G.T.A., d'autre part, les arrestations. C'est ainsi l'alliance du totalitarisme du F.L.N., qui n'a pas sa place dans le mouvement syndical libre, et du colonialisme, contre la classe ouvrière algérienne.

L'U.S.T.A. proteste énergiquement contre ces arrestations multiples, exige la libération immédiate de ses militants, et déclare : « Nous sommes convaincus que nous briserons tout complet que les ennemis des travailleurs algériens tramont contre notre organisation et aussi contre la cause de notre vaillant peuple qui se doit libre ».

(Communiqué).



DOVJENKO OU LE MYTHE D'ANTEE

DE tous les mythes anciens, celui d'Antée, le héros qui puisait une vigueur nouvelle dans la terre-mère, est un des plus fascinants et des plus cinématographiques.

Un des mérites du cinéma russe, héritier d'une tradition nationale fortement paysanne, est d'avoir chanté en un même lyrisme l'Homme et le Sol. Et, de tous les grands réalisateurs soviétiques, Alexandre Dovjenko, né de paysans ukrainiens, est celui qui résume le mieux une sorte de vibration secrète face à l'éternité de la Nature.

Alexandre Dovjenko est, avant tout, un Ukrainien et son œuvre vise à exprimer ce qu'est pour lui l'Ukraine... Je ne connais de Dovjenko que « Arsenal » (1929), « La Terre » (1930), « Chitchors » (1939) et « Mitchourine » (1948), mais je ne vois pas que se démente un souci constant de faire du cinéma politique, idéologique. Eclairer l'histoire de l'Ukraine et de ses grands noms à la lumière des luttes.

Les objectifs que Dovjenko avoue à propos d'« Arsenal » l'ont guidé, tout au long de son œuvre : « démasquer le nationalisme et le chauvinisme réactionnaire ukrainien et me faire le chantre de la classe ouvrière ukrainienne qui a accompli la révolution sociale ». A travers les différences de formes et de cadres, c'est toujours la même unité qui sous-tend le document : le peuple à fait avancer l'histoire.

Le peuple incarné dans « Chitchors », héros national ukrainien guide Dovjenko dans la construction de ses films et le choix de ses sujets. Le peuple porte l'artiste et s'exprime par lui : « Ce ne sont pas les sujets qui m'intéressent par eux-mêmes. Je les prends pour la façon dont ils peuvent traduire au maximum des formes sociales importantes ».

Né en 1894, Dovjenko avait 23 ans lors de la Révolution prolétarienne. Aussi sa carrière suit-elle l'évolution de la société ukrainienne soviétisée. « Dans Zveni-Gora, j'ai voulu montrer l'état d'un village ukrainien en 1929, c'est-à-dire à un moment où s'y produisent des changements non supérieurs ».

Fascinant parce qu'il résume la Vérité de l'Homme enraciné à son sol ; cinématographique, parce que le cinéma a besoin de paysages pleins de vie.

économiques, mais aussi dans la mentalité des masses ». Ainsi, Dovjenko, qui ne veut pas ignorer les problèmes économiques du pays, ne perd-il pas de vue les problèmes humains.

Certes, la psychologie, l'étude intérieure du personnage, n'est pas ici abstraite ; elle est exprimée par les vibrations extérieures du corps et la participation physique. Mais la nouvelle réalité soviétique a imposé une nouvelle attitude face à l'homme. Une attitude d'échange. Au plus profond de la mentalité russe, il y avait cette solidarité paysanne où la terre collabore fortement au devenir du monde par l'action transformatrice de l'homme.

Le lyrisme de Dovjenko va même jusqu'au dialogue entre hommes et animaux comme dans « Arsenal », par exemple. Mais la force et la grandeur d'« Arsenal » sont autres. Les premières images sont un coup de poing. Au centre d'une pièce vide comme son cœur, une paysanne en loques, debout, écrasée par la prise de vues en légère plongée. Le sous-titre : « Il y avait une femme qui avait 4 fils ». Eclatent sur l'écran des images de guerre : « Il y avait une guerre ». Retour sur la première image. Sous-titre : « Il y avait une femme qui n'avait plus de fils ».

Et les larmes vous montent aux yeux et vous serrez le poing... Suivent d'autres images où la femme, attelée à la charrue, laboura sa terre... Il n'y a pas de plus éloquent réquisitoire contre la guerre.

Mais Dovjenko est marxiste ; il ne se borne pas à constater, il veut comprendre et aider dans la mesure de ses moyens à l'édification du socialisme. « Arsenal » est un film politique... a dit lui-même l'auteur. C'est l'histoire de la répression féroce, cruelle, d'une révolution d'ouvriers. Le film est écrit dans un style nerveux où le montage rapide vise à traduire par le choc des images la brutalité de

la lune sur leurs cornes immobiles... Rien n'est silencieux. Tout est plein de sons particuliers à la nuit... Il semble que l'on entende les cerises se gonfler de suc et les poires se dorer. La terre a le parfum des fleurs nocturnes, le parfum des fruits et des feuilles, le parfum du miel de tournesol, du miel de tabac, du miel de sarrasin. Tout est parfumé, même la poussière de la route, même la rosée... »

La leçon de Dovjenko est combien de fois plus belle que le plaidoyer d'Eisenstein pour la mécanisation des campagnes ! (1). L'hymne de Dovjenko exprime le sens de la Terre et si l'œuvre de Dovjenko est ukrainienne, elle l'est au sens où Lémine concevait le droit des Nations à une richesse particulière, propre, qui peut participer à la grande richesse de tous les hommes.

Le nationalisme quasi mystique de Dovjenko donne plus à la conscience des hommes que toutes les grandes tirades démagogiques, et la leçon admirable qui se dégage de tout ça : « La mort n'existe pas ».

EMMO. (à suivre).

(1) « La ligne générale », que je tiens quand même pour un grand film, par ailleurs extrêmement positif !

BULLETIN d'abonnement

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

souscrit un abonnement de : 1 an - 6 mois - 3 mois (1) et verse :

1.200 fr. - 600 fr. - 350 fr. (1) au C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

(1) Rayer la mention inutile.

QUEL COMPROMIS EN ALGÉRIE ?

(Suite de la page 1)

Certes, l'Amérique n'est pas prête à remplacer la France en Afrique du Nord, ou à purement et simplement imposer la paix parce qu'elle la juge souhaitable. Il ne s'agit pas pour elle de mettre la bourgeoisie française dans une situation telle qu'elle ne puisse éviter une crise du régime. L'impérialisme américain tient trop pour cela à la « paix sociale » en Europe Occidentale. Il s'agit plus modestement d'un chantage pour pousser les cercles dirigeants français à une solution en Algérie, dont l'impérialisme américain serait en quelque sorte le garant moral. D'ou un contre-chantage du côté français, qui consiste à proclamer que tout règlement trop rapide de l'affaire algérienne jetterait bas la fragile équilibre politique français et qu'en conséquence, les Américains doivent, au moins en paroles, soutenir la France et lui accorder un suris.

C'est dans le cadre d'un règlement internationalisé, entropis avec la caution prudente de l'impérialisme américain, c'est-à-dire dans l'essai de trouver une solution qui mettrait fin à la guerre d'Algérie en sauvegardant l'actuelle structure sociale de la Tunisie et du Maroc et le régime en France qu'il faut replacer les récents entretiens du Sultan du Maroc et de Bourguiba. Non que Bourguiba et le Sultan se soient réunis sur la simple injonction de l'Amérique... Ils ont un intérêt vital à ce que

cesse le conflit algérien.

On sait que la déclaration commune de Bourguiba et du Sultan a été des plus modérées. Cette modération même indique à quel point il s'agit d'une initiative diplomatique sérieuse, et non d'une opération de propagande. On s'est bien gardé de préciser les contours du compromis proposé. On s'est contenté d'affirmer qu'il faudrait satisfaire aux conditions d'une « solution juste » devant amener la concrétisation de la souveraineté du peuple algérien, conformément aux principes des Nations-Unies, ainsi que la sauvegarde des intérêts légitimes de la France et de ses ressortissants ». Le Gouvernement français ou, en tous cas, les milieux de la bourgeoisie, convaincus de l'urgence d'une solution politique en Algérie, peuvent trouver dans ces propositions de quoi les satisfaire. Peu après la signature de cette déclaration, le Sultan partait pour Washington. Nul doute que l'Algérie sera au centre de ses conversations avec Eisenhower.

Ainsi, progressivement, tout se met en place pour un compromis, bénéficiant de l'appui des grandes puissances. Cela ne veut pourtant nullement dire que les dés soient jetés une fois pour toutes, et qu'il suffise maintenant d'attendre un déroulement automatique des événements conduisant bon gré mal gré à la paix en Algérie. A plus ou moins long terme, un compromis entre la volonté colonialiste de l'impérialisme français et la vo-

lonté d'indépendance algérienne,

isolée — d'abord du fait du contrôle qu'exercent encore en France les organisations traditionnelles du prolétariat — ne peut connaître de victoire complète sur le terrain militaire. D'autre part, la bourgeoisie française, paralysée, se voit peu à peu imposer par les puissances dominantes du monde capitaliste, l'acceptation d'une solution politique. Mais cela ne signifie nullement que les rythmes avec lesquels ce compromis sera atteint, ou le contenu même de ce compromis, soient déjà fixés. Les « ultras » ne sont pas que des chauvins délirants ; ils représentent des intérêts, une couche de la bourgeoisie dont l'existence est directement liée au maintien de l'exploitation coloniale classique. Ils n'accepteront pas facilement la perte de l'Algérie. La division de la bourgeoisie française n'est pas qu'un mot ; elle est une réalité qui rendra toute élaboration d'une solution périlleuse pour la solidité du régime lui-même. La période qui s'ouvre, dominée par la nécessité de liquider l'affaire algérienne, sera celle des luttes les plus sévères sur cette question. De plus, la capacité des couches dominantes à imposer une solution est liée aux rapports de forces entre les classes. Qui peut dire aujourd'hui quelle importance auront les mouvements revendicatifs dans la période qui vient et quel poids ils pèseront sur les choix de la bourgeoisie ?

Pour ne citer qu'un exemple de la complexité de la situation, remarquons que, si le Gouvernement Gaillard ne s'est pas contenté de rejeter avec mépris les offres de médiation tunisienne et marocaine, il ne peut pourtant faire un pas vers elles, car le soutien des députés de droite lui serait aussitôt retiré...

En définitive, le contenu du compromis sera déterminé par l'état des forces en présence. Son caractère dépendra pour beaucoup de l'intervention — ou de l'absence — de la classe ouvrière dans les luttes politiques qui viennent. Et, en ce sens, le combat de tous ceux qui, au sein du mouvement ouvrier français, sont des partisans résolus du droit du peuple algérien à disposer de lui-même ; des défenseurs de la Révolution algérienne parce qu'ils comprennent qu'elle est la meilleure alliée de la Révolution française est plus que jamais un facteur essentiel. Il faut tout mettre en œuvre pour que, dans cette période de crise, des coups décisifs soient portés à notre bourgeoisie ; il faut tout mettre en œuvre pour ouvrir des brèches dans ses dernières défenses : les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Le caractère de ce compromis dépendra également du rapport de forces en Algérie, entre l'impérialisme français et le peuple algérien, comme entre l'organisation nationaliste petite bourgeoisie, le F.L.N. et celle qui exprime les intérêts profonds du prolétariat et de la

paysannerie algérienne : le M.N.A. Le rêve des promoteurs du compromis, c'est que le peuple algérien soit exclu des décisions qui l'engageraient, que l'on négocie entre Etats du sort du peuple algérien qu'un Ferhat Abbas serait censé représenter. C'est dire l'importance révolutionnaire plus grande que jamais que prend l'attitude du M.N.A. qui réclame que l'on donne la parole au peuple algérien, et que son sort ne soit engagé que par des négociations faites par ses représentants librement élus. Aujourd'hui, la revendication d'une Assemblée Constituante Souveraine prend tout son sens ; elle résume la volonté du peuple algérien d'être maître de son destin. C'est sans aucun doute cela qui explique la lutte à mort menée par le F.L.N. contre le M.N.A., la vague de terreur déclenchée contre les militants messalistes sans souci du tort causé au peuple algérien ; il s'agit d'assassiner, alors que cela est encore possible, ceux qui sont encore, dans une situation nouvelle, seront, comme aujourd'hui, les porte-paroles de la Révolution Algérienne. C'est aussi cela qui trace sans hésitation possible la ligne de conduite des révolutionnaires conséquents. Considéons du lien entre la lutte du peuple algérien et celle de la classe ouvrière française. Ils lutteront jusqu'au bout pour défendre contre le gaullisme Lacoste comme contre les tueurs du F.L.N., les authentiques révolutionnaires algériens.

Défense de la hiérarchie ou augmentation égale pour tous

LA récente augmentation des traitements des hauts fonctionnaires classes en échelles-lettres (de 60.000 à 180.000 francs par mois) rend plus brûlante la question: lutte pour une augmentation hiérarchisée, ou une augmentation égale pour tous.

Il se trouve encore des dirigeants syndicaux qui s'efforcent de justifier les revendications d'augmentations hiérarchisées. Ainsi, les travailleurs de l'Alimentation ont pu lire, dans le Bulletin de la Fédération de l'Alimentation C.G.T., sous la plume de L. Blanquart, une justification incroyable de cette forme de revendication:

« Comment entrainer avec nous les professionnels (qui sont souvent d'un apport décisif dans les grèves), la maîtrise et les mensuels en général, si nos propositions se traduisent par un nouvel écrasement d'une hiérarchie déjà bien malmenée ? ».

Que ce « dirigeant » syndical consulte n'importe quel fonctionnaire, n'importe quel travailleur des services publics: il apprendra, s'il ne le sait déjà, que les fonctionnaires les mieux payés sont... les flics. Qu'il demande aux travailleurs de l'Alimentation (qu'il dirige) comment faire pour « grimper » dans la maîtrise: il apprendra que la « carrière » est réservée par priorité aux serviles, aux chiens de garde du patron.

A propos de la hiérarchie, il n'est pas sans intérêt de reproduire des extraits d'une étude sur les salaires, publiée par un syndicat de la R.A.T.P., le « Syndicat Autonome des Ouvriers Qualifiés »; « En 1939, les salaires de nos camarades des ateliers, dépôts et entretiens, étaient:

	Début	Fin de carrière
Manœuvres	1.316	1.456
Aides-ouvriers	1.474	1.616
Ouvriers d'Etat	1.607	1.749
Ouvriers d'Etat Spécialistes	1.749	1.916
Contremaîtres principaux		2.549

Les contremaîtres principaux de 1939 étaient au sommet de l'échelle de maîtrise. Nous pouvons en déduire que les chefs de sections (échelle 9) peuvent être comparés aux contremaîtres principaux de 1939.

Un chef de section (échelle 9) gagne actuellement 91.735 francs brut. Si l'on divise 91.735 par 2.549, on constate que leurs salaires ont été multipliés par 36.

En prenant 36 pour base, examinons ce que les Echelles d'Exécution devraient gagner:

	Début	Fin
Manœuvres	47.376	52.452
Ouvriers professionnels	53.064	58.176
Ouvriers	57.852	62.964
Ouvriers hautement qualifiés	62.964	68.976

Il faut noter qu'actuellement les ouvriers sont classés en 7 échelles. Les salaires, dans ces échelles, sont:

	Début	Fin
Manœuvres	31.650	35.929
Manœuvres de classe	33.558	37.836
Ouvriers spécialisés	36.999	41.277
Ouvriers professionnels	38.413	45.321
Ouvriers professionnels de classe	39.362	47.232
Ouvriers professionnels qualifiés	44.038	55.041
Ouvriers hautement qualifiés	45.597	59.827

Cet exemple est particulièrement illustratif. En multipliant les catégories, en diversifiant jusqu'à l'incohérence les salaires, en protégeant et développant la hiérarchie, patrons et gouvernants manœuvrent pour faire obstacle à une lutte unifiée de la classe ouvrière. Et, en fin de compte, c'est ainsi qu'ils parviennent à maintenir à un si bas niveau les salaires de la grande masse des travailleurs.



Lorsque le nommé Blanquart se fait l'apologiste de la hiérarchie, il ne fait que développer la position des dirigeants les plus responsables de la C.G.T. qui, en ce domaine comme dans tous les autres, s'intègrent dans le régime et le défendent à leur manière.

Lorsque les travailleurs réclament 10.000 francs par mois et pour tous ils expriment leur volonté de s'unir tous dans une même lutte, et au-delà d'enfoncer un coin dans ce système de salaires laborieusement construit par le patronat et le Gouvernement, qui est un des instruments de protection du régime.

Stéphane JUST.

A BORDEAUX AUSSI, ÇA BOUGE !

Voici, rapidement, les derniers renseignements concernant l'action des métallos sur le plan local, et que la Presse a déformés.

Samedi matin, les 3 secrétaires de syndicats (CGT, FO, CFTO) se mettent d'accord pour appeler les métallurgistes à débrayer mardi 5 novembre à 9 heures et à se rassembler devant le Pont de Pierre. Buts de la manifestation : augmentation des salaires, en direction de la Chambre patronale, contre la hausse des prix, vers les gros mandataires spéculateurs des halles. Manifestation qui devait être « calme et digne ».

Le lundi, le P.C.F. lance un tract dans la plupart des boîtes, appelant les gars à ne pas s'associer à une manifestation contre les mandataires, afin de ne pas tomber dans les... provocations.

Le soir, le Conseil syndical C.G.T. rompt les accords avec les autres syndicats et s'aligne sur la position du P.C.F.

F.O. et C.F.T.C. ont sauté sur l'occasion pour dire : nous passerons devant les Halles, ou bien alors il n'y aura pas de manifestation.

Mais, de tout cela, les gars n'étaient pas informés.

Le mardi matin donc, débrayage à peu près général et 5 à 6.000 métallos se rassemblent sur le terrain du Pont de Pierre, pour s'entendre dire qu'étant donné le désaccord de dernière heure survenu entre directions syndicales, il n'y aurait pas de manifestation et qu'ils étaient invités à se dissocier dans le calme.

Ce fut un beau vacarme. Les travailleurs ne l'entendaient pas de cette façon. Deux militants syndicalistes de chez DASSAULT prennent la parole. Devant la carence des organisations syndicales, ils invitent les travailleurs à faire quand même la manifestation prévue devant la Chambre patronale. Ces militants proposent de réunir une conférence de tous les délégués

Fonctionnaires: Limiter la casse...

LE mouvement de la Fonction Publique du 19 novembre vient corroborer les enseignements de tous les mouvements parisiens, et attester de la combativité des salariés. D'abord, succès là où l'unité dans l'action a permis une mobilisation de toutes les « clientèles » syndicales (Enseignement et Secteurs où l'unité d'action a été la plus large possible).

Participation limitée dans certains secteurs où les travailleurs attendaient le plus des luttes efficaces, c'est-à-dire une grève non limitée à 24 heures (P.T.T., etc...). Mais les travailleurs les plus nombreux, c'est-à-dire les victimes de la hiérarchisation concomitante à l'insuffisance de la revendication (2.000 fr. à la base, 4.500 au coefficient 270 !) ont « marché ». Ils l'ont fait, il est vrai, avec des réticences qui ont pu, dans certains cas, influencer les hésitants qui, en marge des Syndicats, sont les masses qui arbitrent les mouvements.

Les cadres supérieurs ont joué, encore une fois, contre la grève, ajoutant une pièce de plus aux sentiments de rancœur, légitimes, de beaucoup de travailleurs contre les hauts gradés, valets du pouvoir.

Dans ce secteur, comme à l'E.D.F., comme chez les Cheminots comme partout, le terrain est déblayé devant l'action de masse. Le problème de la grève générale justifié à satisfaction est le problème qui se pose à tous les travailleurs. Tous sont prêts à y répondre par une levée en masse capable de briser toute résistance. Les 3, 4, 5 ou 8 % d'augmentation que leur proposent, selon les secteurs, patronat et gouvernement ne satisfont pas ceux qui ont besoin de 60 à 80 % de « mieux » mais ils ajouteraient 3, 4, 5 ou 8 % de superflu aux « briseurs de grève » professionnels.

C'est pourquoi l'acompte de 10.000 francs mensuels pour tous est si populaire. C'est pourquoi coupant la poire en deux (ou au tiers, selon le cas), C.F.T.C. et C.G.T. revendiquent une « garantie » minimum respectivement de 5.000 et 7.000. On comprendra que la « garantie » descendra encore à la base, après tractation, et que la hiérarchisation lui assurera une plus-value au sommet ! N'importe ! c'est là un coup de chapeau gratuit donné aux aspirations des travailleurs... Cependant donc, les revendications mises en avant, toutes imprévisibles qu'elles soient, ne sauraient interdire, compte tenu de la combativité des travailleurs, des luttes qui, éclatant, déborderaient la volonté de modération des bureaucraties.

Aussi l'essentiel est donc pour ces bureaucraties de faire en sorte que, des promesses faites pour la x^{ème} fois par les gouvernants, sorte un « petit quelque chose » qui pourra être brandi comme un phénix doué de toutes sortes de vertus alimentaires.



d'usines pour la préparation des prochaines luttes. Cette proposition est chaudement accueillie.

Puis, le cortège s'ébranle. 3.000 gars environ suivent. Les autres, écornés par l'attitude des « leaders » rentrent chez eux.

Les manifestants parcoururent lentement les principales artères de la ville, mais ne peuvent atteindre la Fédération patronale.

En effet les O.R.S., en nombre considérable, les attendaient. Après discussion avec le commissaire central (qui leur a dit qu'ils étaient « indisciplinés » pour ne pas avoir suivi les ordres syndicaux), ils ont obtenu, grâce à l'attitude dédaignée des gars, le retrait des C.R.S.

Puis, ils sont revenus sur leurs pas. Pendant 3 heures, les métallos bordelais ont manifesté dans les rues. Après cette manifestation, ils sont beaucoup plus conscients de leur force et bien décidés à retourner dans la rue.

CORRESPONDANT.

Pour ce faire, à l'E.D.F., toutes les Organisations discutent la façon dont de pâles augmentations (dont le total serait loin de suffire à l'équilibre salaire-prix) seraient « échelonnées » sur plusieurs années ! Toutes les Organisations Syndicales sont donc là en train (pour sauver, avec leur face, la trésorerie de la bourgeoisie) de « casser » en morceaux les besoins impératifs de leurs adhérents !

Mêmes difficiles manœuvres de marchands de tapis loqueteux chez les cheminots, aux P.T.T., etc. La façon dont la Fonction Publique a été ainsi trompée et déclassée pendant plus de dix ans remplit donc d'envie tous ces borbis.

Les organisations de la « Fonction Publique », en vrais « cocus magnifiques », renouvellent le con-

trat, et discutent de nouveau de combien de milliers de francs celle-ci n'allègera pas le fardeau de misère de ses agents. Aucun dirigeant ne dira ce que les chiffres enregistrent : un ouvrier de l'E.D.F. devrait voir son salaire revalorisé de 60 % ; un lampiste de l'état aurait besoin d'une augmentation du même ordre. Aucun de ces bureaucrates occupés à limiter la casse ne dira non plus le nombre de coups de téléphones furieux (et d'engueulades directes) reçus de la part des gars qui trouvent que ce jeu là doit avoir une fin. Il est certain que cette fin approche. Il est non moins certain qu'elle ne peut venir que par l'action de tous ceux que ces comédies écœurent et révoltent.

R. ARTAUD.

Clermont-Fd Avertissement pour qui ?

LE 25 octobre, la grève de 24 heures, malgré l'incapacité des directions syndicales à donner des directives précises, avait obtenu à Clermont-Ferrand un certain succès auquel les événements de Saint-Nazaire n'étaient pas étrangers. Les travailleurs en grève ne parlaient que des moyens énergiques employés par leurs camarades de Loire-Atlantique. C'est dans cette ambiance que devait débiter le meeting de la C.G.T.

Deux filles des Renseignements Généraux prirent la porte sous les huées de travailleurs énergiques, auxquels quelques bureaucratiques préchaient le calme. Les interventions des représentants des Cheminots et des ouvriers de chez BERGOGUAND, en grève, furent vivement applaudis. Il n'en fut pas de même pour la péroraison sporadique de l'excellent bureaucrate syndical qu'est VIGIER, secrétaire de l'U.D. dont la voix faillit être couverte par les conversations entre travailleurs. Pour clôturer ce chef-d'œuvre, le technicien du son bracha sur les hauts-parleurs une vibrante « Marseillaise », ce qui eut pour résultat de provoquer de sérieux remous dans la salle, parmi les jeunes : « Les colons la chantent en Algérie ! Poujade la chante aussi ! », et également parmi un groupe de travailleuses de l'habillement « lock-outées » ce jour-là. Les travailleurs se séparaient en chantant « l'Internationale ».

Un sérieux « avertissement » pensaient les travailleurs du secteur public, grévistes le 25 octobre. Les directions syndicales, quant à elles, estimèrent sans doute que M. Félix GAILLARD n'était pas suffisamment « averti » des revendications de la Fonction Publique, et lancèrent un ordre de grève « d'avertissement », encore pour 24 heures le 19 novembre.

Le mardi 19 novembre, trois meetings étaient offerts aux fonctionnaires clermontois : C.G.T. à 14 h. 30 ; F.E.N. à 15 h. 30 ; et F.O. à 16 heures. En vous pressant un peu et en sacrifiant le vote traditionnel d'une motion, d'ailleurs identique aux trois meetings, vous pouviez assister aux 3 séances. Spectacle permanent qui ne provoqua aucun enthousiasme, mais, au contraire, la lassitude du public. Orateurs « endormeurs », selon les propres termes de jeunes enseignants, attaques contre F.O. au meeting de la C.G.T., attaques contre la C.G.T. au meeting F.O., revendications basées sur « la hiérarchisation du traitement de base porté à 220.000 francs » soit environ quelque 2.000 francs à l'indice 125, 4.000 francs à l'indice 200, revendications « bien modérées » comme le déclarait LAGARDE, secrétaire de la F.E.N.

« Avertissement » au Gouvernement ?

Non, mais aux organisations syndicales ! Car l'ambiance était toute autre dans les conversations entre fonctionnaires ou agents des services publics. Tous ont « marre » des grèves d'avertissement, et ils ont « marre » des augmentations hiérarchisées qui donneront, au 1^{er} janvier, quelques centaines de francs à la dactylo, et 12.000 fr. au chef de service !

Ce qu'ils veulent, c'est « la grève générale et illimitée » comme le réclame tout le personnel des ser-

vices de l'Office des Céréales (O.N.I.C.) de Clermont-Ferrand dans une motion publiée dans la Presse, pour « l'octroi immédiat d'un acompte uniforme de 10.000 francs par mois à valoir sur une revalorisation générale et effective » ! (1).

« C'est la grève générale qu'il faut faire » : voilà ce que disent non seulement les fonctionnaires, mais tous les travailleurs clermontois : les employés municipaux ou les hospitaliers, qui en sont à la troisième grève « d'avertissement » de 24 heures depuis un mois ; les ouvriers des Ateliers Industriels de l'air ; les ouvriers de l'habillement à 22.000 francs par mois ; les travailleurs de chez Michelin, qui n'ont suivi aucun mouvement de grève partielle depuis 1950 !

Un avertissement est donné par les travailleurs aux directions syndicales.

« Prenez garde à ce que la grève générale ne se fasse malgré vous, et contre vous ! ».

(1) Lire la motion en page 3.

CHEMINOTS : ASSEZ DE PALABRES

LE 15 novembre, les Cheminots ont touché la somme énorme de 3 à 4.000 francs pour les petites et moyennes échelles, sommes hiérarchisées, puisque c'était une traction égale à 10 % de la prime normale de fin d'année.

Cette proposition a été adoptée par la majorité des membres de la Commission Nationale de Conciliation. La C.G.T. n'était pas d'accord, mais ses représentants ont signé le procès-verbal de la réunion, alors cela revient exactement au même.

La S.N.C.F., avec la complicité des Syndicats, cherche, par tous les moyens, toutes les astuces pour nous « tenir » dans le calme. Comment ?

1) La S.N.C.F. nous donne « une bouchée de pain » comme disent nos camarades, en laissant croire que cela serait retenu sur la P.F.A.

Et maintenant, après la réunion de cette Commission Nationale de Conciliation, le 21 novembre, la décision a été prise de ne pas retenir les 3.000 francs (10 % de la P.F.A.) mais cette somme sera à valoir sur une augmentation de salaire.

2) Les syndicats (C.G.T., C.F.T.C.) ont donné un ordre de grève de 24 heures le 25 octobre sur la revendication d'une augmentation qui ne soit pas inférieure à 3.000 francs par mois, donc hiérarchisée.

En effet, les Cheminots, comme les autres corporations, ne voyant rien venir, ne voyant aucun résultat réel, se découragent, perdent confiance, et c'est le but des syndicats aujourd'hui, qui ont une peur bleue que les travailleurs jugent leurs actes et s'ORGANISENT en dehors de leur contrôle et ORGANISENT LEUR LUTTE EUX-MEMES.

Et, pendant ce temps, les semaines passent, les prix montent, nos salaires sont toujours à la traîne. La question que se posent les Cheminots, c'est comment ne pas nous laisser faire ? Car beaucoup se rendent compte qu'ils ne peuvent pas du tout compter sur les syndicats et pour arrêter la hausse des prix et pour améliorer réellement la vie des travailleurs.